

Tendances

L'Amérique de Bush II et le « nouveau pays monde »

AMID FALJAOUI

George BUSH, le vainqueur de la dernière présidentielle américaine, va devoir résoudre de grands défis économiques. Il doit non seulement restaurer la discipline budgétaire et doper l'épargne de ses concitoyens, mais il doit aussi réduire la dépendance énergétique de son pays face au pétrole du golfe persique.

L'Amérique a changé, mais nous la voyons avec les yeux d'hier. Alain MINC, le célèbre économiste français, démarre fort son dernier livre avec cette première phrase. Pour lui, les Etats-Unis se métamorphosent. Hier premier des pays occidentaux, ils deviennent aujourd'hui le seul « pays monde ». Pays monde, car ils sont en train de réussir sur leur territoire le syncrétisme de la planète entière. Pays monde, ils établissent un laboratoire où se concoctent les valeurs collectives de demain, alors que l'Europe, vieille ou nouvelle, est le congélateur des valeurs occidentales. Avec ces quelques

mots, Alain MINC explique en quelque sorte que la réélection de BUSH à la présidence des Etats-Unis n'est qu'un épiphénomène et que le mouvement de fond est là. Mais voilà, aveuglés que nous sommes, nous autres européens, ne voyons pas venir tous ces changements. Le plus flagrant a trait à la démographie. Une immigration de toutes origines fera que le « nouveau monde » est désormais un « autre monde ». Demain les élites économiques, politiques, médiatiques seront colonisées par ces Américains du troisième type. Mais avec les Indiens à la place des Juifs, les Chinois remplaçant la bourgeoisie protestante et les Hispaniques se substituant aux catholiques irlandais. Comment, dans ces conditions, s'interroge Alain MINC, imaginer que l'Amérique puisse voir encore dans l'Europe son *alma mater* ? Peut-on imaginer qu'un jour un Président des Etats-Unis d'origine chinoise verra le monde, et en particulier l'Europe, avec les

mêmes yeux qu'un Kennedy ? MINC en doute. Et pour étayer sa thèse des Etats-Unis devenus « pays monde », il égrène quelques chiffres. En un demi-siècle, le nombre d'étudiants étrangers aux USA a été multiplié par 17. Il est aujourd'hui de 600.000, dont plus de la moitié sont asiatiques, avec en tête d'immenses bataillons de chinois et d'indiens. Le poids de ces derniers ne cesse d'ailleurs de s'accroître : « un tiers des doctorats scientifiques va aux étrangers et, pour l'essentiel, aux asiatiques, et le pourcentage atteint même 50 % en mathématiques et informatique. Il suffit de visiter les laboratoires de Motorola et d'Intel pour prendre la mesure du phénomène : apercevoir un jeune *wasp* (*white anglo-saxon protestant*) est incongru. Car, miracle du système, les jeunes divas universitaires d'origine asiatique sont sensibles à l'attrait du paradis technologique américain : ainsi seulement 14 % des étudiants chinois aux Etats-Unis retour-

ment-ils, leur cursus achevé, dans leur patrie (contre 50 % pour les Français ou les Allemands, par ailleurs dix fois moins nombreux) ». Fin de citation, mais pas du raisonnement. En effet, quel sera l'effet, sur vingt ans, d'un tel rouleau compresseur ? Comme le fait remarquer Alain MINC, les Etats-Unis auront assimilé les meilleurs étudiants étrangers, en particulier Chinois et Indiens, et auront par ailleurs modelé l'esprit de ceux qui, résistant à leurs sirènes, seront repartis gérer leurs propres pays. Alors, bien entendu, tant que ce phénomène se limitait aux disciplines scientifiques, cela n'était pas trop grave. Mais bientôt les résultats des *Business Schools* seront identiques. Elles procureront les dirigeants de demain et on verra ainsi fonctionner le réseau des *alumni*, c.-à-d. des anciens, mais avec cette fois-ci des chefs d'entreprises chinois, indiens ou coréens dialoguant entre eux du bon vieux temps passé sur les campus américains. Ce que l'empire britannique avait réussi, en formant à Oxford ou Cambridge les plus brillants membres du *Commonwealth*, les Etats-Unis le vivront à une plus grande échelle. Ils auront gardé pour eux une partie des meilleurs étudiants et envoyé les autres conseillers, les principaux acteurs du monde de demain.

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Mais cela, c'est l'Amérique de demain. En attendant, l'administration Bush II devra s'atteler à relever quelques défis. Le premier d'entre eux a été recensé par le géopoliticien Alexandre ADLER : c'est la politique énergétique des Etats-

Unis. La croissance exponentielle de la Chine et de l'Asie font peser sur la demande de pétrole un poids insupportable. L'Amérique le sait bien et vient, à en croire Alexandre ADLER, de conclure un accord secret avec Pékin. La République populaire de Chine s'engage à ne pas pratiquer une politique de prolifération nucléaire sérieuse et, en contrepartie, les Etats-Unis se déclarent prêts à lui fournir une bonne vingtaine de centrales qui s'ajouteront au barrage des Trois Gorges pour produire l'électricité dont l'empire du Milieu aura besoin. Et ADLER d'ajouter qu'avec la Russie, le grand tournant est déjà pris, même si sa mise en œuvre sera plus lente : « l'Amérique a parrainé le mariage énergétique de l'Extrême-Orient russe et du Japon pour accentuer l'indépendance de Tokyo par rapport au pétrole du golfe persique ; elle s'apprête à importer massivement du gaz liquide russe ; enfin, ce sont déjà des consortiums anglo-américains qui s'affairent de Bakou au Kazakhstan pour développer des productions pétrolières qui ne se feront, là non plus, jamais sans la Russie. » Mais ce ne sont là que les deux premiers volets de la nouvelle politique énergétique de Bush II. L'Amérique va investir davantage encore dans toutes les technologies à base d'hydrogène afin de réduire la demande en pétrole. Bref, tout cela ne sera pas sans incidence sur l'avenir. Alexandre ADLER voit trois conséquences à cette nouvelle politique de l'énergie. La première ? Elle va réduire la dépendance des zones développées – et en premier lieu les USA – du pétrole en provenance du Moyen Orient, et en particulier de l'Arabie Saoudite.

Secundo : elle va permettre de mieux gérer l'évolution du baril et éviter ainsi les hausses intempestives. Tertio : elle va diminuer l'impact de la civilisation automobile aux Etats-Unis, et en particulier le recours aux fameux SUV (sport utilities vehicles), ces 4 x 4 qui consomment tant d'énergie et dont raffolent les Américains.

LE DOLLAR EN BAISSÉ

L'autre défi porte sur le rétablissement de la balance commerciale des Etats-Unis qui est très largement déficitaire. Et ce rétablissement va probablement se faire en partie par la baisse du dollar. Ce qui n'ira pas sans poser des problèmes à nos exportateurs, puisque cette baisse du billet vert se traduit par une hausse de l'euro. Au moment d'écrire ces lignes, l'euro avait atteint la barre des 1,30 dollars. Au grand désespoir de Jean-Claude TRICHET, le président de la banque centrale européenne, qui a depuis lors changé de ton. Après avoir dit qu'il n'était pas très content du niveau de l'euro face au dollar, il a subitement durci ses propos en indiquant – de manière à peine voilée – qu'il n'hésiterait pas à intervenir sur le marché des changes. Du moins, si la hausse actuelle de la devise européenne devait perdurer. Même si l'euro retombe à tel ou tel moment sous la barre des 1,30 dollars, la plupart des cambistes pensent que l'euro ne ferait que reprendre son souffle avant de grimper à nouveau. Alors, la question se pose : qu'est-ce qui motiverait cette vision haussière de l'euro ? Deux choses. D'abord, la volonté délibérée des Etats-Unis de

laisser filer le dollar. Il est vrai qu'un dollar faible permet à l'administration Bush de réduire automatiquement son déficit commercial. Tenant compte de cette volonté, la plupart des spécialistes parient sur un dollar qui devrait encore baisser de l'ordre de 10 à 15 %. Et puis, le second élément plaidant en faveur d'une baisse du dollar, c'est que les Etats-Unis sont assis sur un volcan. Avec des déficits records, un taux d'épargne quasi nul et des ménages américains surendettés. Nous avons donc là tous les ingrédients pour maintenir le billet vert à la baisse. Le problème, c'est qu'à chaque fois que le dollar décroche, c'est l'euro qui encaisse et qui s'envole à des sommets. Dans cette guerre des monnaies, l'Europe est sans doute celle qui a le plus à perdre. Alors, c'est vrai, dans un premier temps, on peut se reconforter en se disant que la hausse de l'euro permet de neutraliser la facture pétrolière. Mais c'est un gain à court terme. A plus long terme, c'est la com-

pétitivité des produits fabriqués en Europe qui est menacée. Une nouvelle accélération des délocalisations – et donc des emplois européens – n'est pas à exclure. En jouant ainsi avec le feu, c.-à-d. avec le dollar, l'administration Bush démontre que rien ne compte, si ce n'est l'intérêt des Etats-Unis. Mais faut-il vraiment s'en étonner ? Un ancien ministre des finances américain déclarait, il y a 40 ans déjà : « le dollar est notre devise, mais c'est votre problème ! ».

DISCIPLINE BUDGÉTAIRE

L'autre défi de Bush II consiste à renouer avec les excédents budgétaires des années euphoriques 1998-2001 pour tenir sa promesse de réduire de 50 % le déficit budgétaire. Le déficit budgétaire est colossal. De l'ordre de 412 milliards de dollars. Or, ce déficit, les Etats-Unis sont incapables de le financer par eux-mêmes, car les consommateurs américains sont

endettés jusqu'au cou. Pour financer ce déficit, les autorités américaines font appel à l'épargne des étrangers pour acheter des obligations de l'Etat américain. Le problème, c'est qu'aujourd'hui ces épargnants étrangers sont majoritairement japonais et chinois. D'aucuns diront que la Chine n'a pas le choix. Après tout, c'est son intérêt, car elle finance ainsi son principal client. En quelque sorte, la Chine est le dealer et les Etats-Unis les junkies. Le dealer finance son consommateur accro à sa dette, mais obtient des obligations d'Etat en échange.

Tout cela est vrai. Mais le nouveau président américain ne pourra pas toujours compter sur la compréhension des chinois, surtout s'il persiste à défendre l'indépendance de Taiwan. En effet, les Chinois risquent de lui montrer à ce moment là, le montant de son découvert. Décidément, dans l'Amérique de Bush II, le rapport des forces a changé.¶

TROUVER UN REMPLAÇANT À ALAN GREENSPAN

C'est un autre défi. Alan GREENSPAN, le président de la Banque centrale américaine depuis 1987, souhaite prendre sa retraite le 31 janvier 2006. Agé de 78 ans, il aura bien mérité son poste et surtout son titre officieux d'homme le plus puissant de la planète. Il est vrai que c'est lui qui décide de la hauteur des taux d'intérêt américains et qu'il est de ce fait incontournable dans le monde de la finance. C'est pourquoi George Bush n'aura pas facile à le remplacer. La raison ? Le nouveau locataire de la Maison Blanche ne peut pas se permettre de sélectionner un universitaire pur jus ou un agent de change de Wall Street sans expérience de Washington. Pour réussir à ce poste, le futur patron de la FED (Federal Reserve Bank) devra non seulement être une autorité en matière monétaire, mais aussi rester calme et diplomate avec les parlementaires de Washington, et en particulier durant les périodes de crise. C'est en effet un poste où il faut faire preuve de caractère, si l'on veut lutter contre l'inflation sans trop se mettre à dos les responsables du Congrès et de l'administration.